

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 04/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **GATTEFOSSE**

36 chemin de GENAS  
CS 70070  
69800 Saint-Priest

Références : UD-R-CTESSP-24-165-MP  
Code AIOT : 0006104097

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2024 dans l'établissement GATTEFOSSE implanté 36 chemin de GENAS 69800 Saint-Priest. L'inspection a été annoncée le 02/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GATTEFOSSE
- 36 chemin de GENAS 69800 Saint-Priest
- Code AIOT : 0006104097
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Gattefosse est spécialisée dans la création, le développement, la fabrication et la

commercialisation d'ingrédients de spécialités et de solutions de formules pour la santé et la beauté dans le monde entier. La société Gattefosse fournit à l'industrie cosmétique des ingrédients de spécialités et permet à l'industrie pharmaceutique de disposer de solutions de formulations et d'excipients lipidiques.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1  | Liste des substances PFAS                            | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 3  | Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 5  | Précisions des mesures                               | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 | Demande d'action corrective  | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|-------------------------------------|--|-------------------|
| 2  | Réalisation des campagnes d'analyse | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3    | Sans objet        |
| 4  | Exigences pour le prélèvements      | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4    | Sans objet        |
| 6  | Déclaration des résultats GIDAF     | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4    | Sans objet        |
| 7  | Suivi de mise en demeure            | AP de Mise en Demeure du 18/08/2021, article 1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Liste des substances PFAS**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2 |
|--|

|   |
|---|
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste des PFAS   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.<br><br>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.  |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la présente visite, l'Inspection a demandé à l'exploitant si une liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que les substances PFAS produites par dégradation a été réalisée pour son site. L'exploitant a informé l'Inspection qu'il n'avait pas de substances PFAS utilisées comme matières premières dans les fabrications de ces produits et qu'il ne fabrique pas de substances PFAS. Les campagnes d'analyse menées ont cependant montré la présence de PFAS dans les rejets en aval de l'installation alors qu'en amont de l'installation, les substances sont en dessous des limites de quantification. L'exploitant a indiqué qu'il ne possédait pas de données concernant les PFAS produits éventuellement par dégradation de ces produits et qu'il n'avait pas mené d'investigations concernant ces produits. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>Sous 3 mois, l'exploitant mène des investigations afin d'expliquer la présence de PFAS dans les rejets et identifier les éventuelles causes de cette présence et établira une liste des substances PFAS de son installation tel que prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023,  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

## N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale. |
| <b>Constats :</b>   |

|   |
|---|
| <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection qu'une campagne de mesure a bien été réalisée en sortie de station, qui est le seul point de rejet du site. Cette campagne a été réalisée les 14-15 septembre, 19-20 octobre et 27-28 novembre 2023 par l'organisme IRH Ingénieur Conseil. Les comptes-rendus de ces 3 prélèvements ont été consultés par l'Inspection : l'ensemble des paramètres obligatoires a bien été analysé, à savoir les 20 substances PFAS mentionnées dans l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 ainsi que l'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La campagne de mesures réalisée par l'installation Gattefosse à Saint-Priest a été confiée à l'organisme IRH Ingénieur Conseil qui est bien accrédité. Certains résultats analytiques ont été sous-traités à la société Eurofins, qui est agréée. Néanmoins, les rapports indiquent que pour certains paramètres (3 substances sur la campagne de septembre 2023 et 10 substances sur la campagne d'octobre 2023), les analyses n'ont pu être rendues sous accréditation COFRAC par le laboratoire.</p> <p>Les mesures, prélèvements et analyses, réalisées pour le compte du site Gattefosse à Saint-Priest ne sont donc pas conformes à la prescription de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de faire réaliser une nouvelle campagne de mesures conforme à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, dans un délai de 6 mois.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>  |

#### N° 4 : Exigences pour le prélèvements

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>     |

|   |
|---|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les trois compte-rendus des analyses réalisées pour l'installation Gattefosse à Saint-Priest indique que les prélèvements se sont déroulés dans de bonnes conditions. Les campagnes de mesure ont bien été réalisées sur une durée de 24 heures, pendant un fonctionnement normal de l'installation.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 5 : Précisions des mesures**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100ng/L, la mention «non quantifiée» est précisée.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les trois compte-rendus des analyses réalisées montrent que pour les substances PFAS mentionnées aux articles 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 20/06/2023, la limite de quantification de 100 ng/L est respectée. La mention "non quantifiée" est bien précisée pour les substances n'ont quantifiées ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L.</p> <p>Concernant la méthode indiciaire AOF, les résultats indiquent que le paramètre AOF est quantifié au-dessus de la limite de quantification réglementaire, à savoir 2 µg/L (4 g/L pour septembre, 40 g/L pour octobre et 2,04 g/L pour novembre). De plus, pour ces campagnes, les résultats du flux associé à ce paramètre sont indiqués "NC" (non calculable).</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant lors de l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF), d'appliquer les limites de quantification réglementaire, à savoir 2 µg/L lors de la réalisation de la</p>  |

|   |
|---|
| nouvelle campagne demandée au constat n°3 du présent rapport. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective    |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                         |

#### N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a informé l'Inspection que les résultats ont été transmis tardivement, bien que les campagnes d'analyse aient été réalisées dans les temps impartis. La transmission tardive des résultats a été justifiée par l'exploitant via un commentaire dans l'outil GIDAF : "Nous avons planifié et réalisé les analyses PFAS dans les temps (20/10/2023) mais nous avons rencontré des difficultés avec IRH et le laboratoire sous-traitant en terme de délais et de rendus des résultats.". En complément, les compte-rendus d'analyse pour les campagnes d'octobre et de novembre indiquent que ces documents ont été envoyés à l'exploitant fin janvier 2023.<br><br>Tous les résultats ainsi que les compte-rendus complets ont bien été transmis dans l'outil GIDAF. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 7 : Suivi de mise en demeure

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2021, article 1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de mise en demeure  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société GATTEFOSSE située 36, chemin de Genas à SAINT-PRIEST, est mise en demeure :<br><br>- dans un délai de 12 mois, de respecter les valeurs limites d'émissions définies dans son arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 1995, modifié précité, pour la valeur du rapport de la demande chimique en oxygène sur la demande biologique en oxygène à 5 jours.  |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a tenu informé l'Inspection régulièrement sur ce sujet. L'exploitant a également eu des échanges avec la Métropole du Grand Lyon concernant l'autorisation de rejet que l'installation possède. Les discussions entre la Métropole du Grand Lyon et l'exploitant sont parvenues à un accord, à savoir que l'entreprise Gattefosse s'engage à respecter une valeur limite pour le paramètre DCO inférieure à 400 mg/L. Si le paramètre DCO est supérieur à 400 mg/L, |

|   |
|---|
| <p>l'installation doit respecter un rapport DCO/DBO &lt; 3, comme mentionné sur l'autorisation de rejet du 08/07/2019 émis par la Métropole du Grand Lyon.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a informé l'Inspection que les travaux sont en cours sur la station afin de se mettre en conformité sur le paramètre DCO. Ces travaux devraient se finaliser au cours de l'été. L'Inspection a effectivement pu observer les travaux en cours.</p> <p>L'Inspection propose de lever la mise en demeure actuelle, puisque les travaux sont sur le point d'être finalisés.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser une analyse des rejets en sortie de station dès la finalisation des travaux.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |